

Il est une autre crise, en pleine évolution celle-là, et sur laquelle il ne me semble guère qu'on se fasse d'idées exactes: je veux parler de celle qui agite le Canada. Il peut n'être pas sans intérêt de récapituler les étapes par où on est arrivé à la situation actuelle. Voyons donc les choses sans scandale et franchement. La contribution du Canada aux guerres de l'Angleterre, en dehors de l'Amérique, est absolument libre, tout le monde le sait. La Constitution n'exige des Canadiens que la défense de leur territoire. C'est en 1899, lors de la guerre sud-africaine, que le Canada envoya, pour la première fois, un contingent à l'armée anglaise et il fut déclaré que cette nouveauté ne constituerait pas un précédent. Cette initiative suscita la formation du parti nationaliste, dont le chef fut M. Henri Bourassa, alors jeune député, dans le dessein d'empêcher le Canada de se laisser entraîner vers le militarisme européen. Le nationalisme, qui, selon ses chefs, est une doctrine plus qu'un parti, pénétra peu à peu dans l'esprit des Canadiens-Français. En 1914, dès le début de la guerre, M. Bourassa déclara qu'il restait fidèle à tous ses principes, mais que la gravité des circonstances justifiait l'aide du Canada aux Alliés. Toutefois ce concours devait être calculé de manière à nuire le moins possible au pays. Et comme le pays a surtout besoin de garder tous ses habitants, M. Bourassa se déclarait contre l'envoi des troupes. Cette attitude suffit à refroidir l'ardeur de la jeunesse universitaire à s'enrôler. C'était tuer l'enthousiasme pourtant bien nécessaire à recruter des volontaires et déjà difficile à soulever chez ce peuple de pacifiques. De plus, le motif d'abord mis en avant pour provoquer les enrôlements disait assez peu de choses: on s'enrôlait au début pour sauver l'Angleterre et l'Empire. Les Canadiens nés dans les Îles Britanniques se laisserent toucher, mais les Canadiens de naissance et entre autres, les Canadiens-Français furent moins empressés. On parla ensuite, mais déjà bien tard, du salut de la France et de la Belgique; et, de fait, leur cause suscita une très vive sympathie. Mais, si l'on accorde sans hésiter sa sympathie, même son argent, pour une cause chère, on réfléchit avant de lui sacrifier son amour et sa vie. De plus, c'est par l'Angleterre que les Canadiens viennent en France, et leur armée n'a rien de français. Aujourd'hui le motif qu'on fait valoir pour recruter des volontaires, c'est que le Canada doit se protéger lui-même. C'est la bonne raison, c'est elle qu'on aurait dû trouver tout de suite! M. Bourassa la combat comme il a rejeté les autres; c'est, à mon avis, regrettable. L'Allemagne, dit-il, n'a ni le pouvoir, ni le désir de conquérir le Canada; mais la conquête de leur pays n'est pas le seul mal que les Canadiens auraient à craindre de l'Allemagne!

Les prodigalités inouïes du gouvernement canadien dans l'équipement de ses 400,000 soldats, le contrôle exclusif que l'Angleterre exerce sur les troupes dès leur arrivée en Europe, le manque de main d'œuvre agricole lorsqu'on demande aux Canadiens de produire davantage, beaucoup de tâtonnements, de malversations, de mauvaise administration, une sottise campagne contre le français, des entreprises importantes abandonnées, en péril ou en banqueroute, tout cela fournit aux nationalistes d'innombrables arguments ou sujets de critique, et aux jeunes gens de nombreux motifs de ne pas s'enrôler.

On en était là au commencement de Mai dernier. Le premier mai devait s'ouvrir, dans la province de Québec, une active campagne de recrutement. Au lieu de laisser cette entreprise à des officiers anglais, même à un pasteur protestant, aides de sergents de langue anglaise et de racleurs quelconques, comme on avait eu la maladresse de le faire jusque là, on confiait l'oeuvre à des Canadiens-Français qui en étaient dignes. La campagne commençait bien, lorsque, le 6 mai, si je ne me trompe, une dépêche sensationnelle du premier ministre du Canada, M. Borden, l'interrompt: le temps du volontariat était passé et le régime de la conscription allait s'ouvrir. M. Borden arrivait d'Angleterre. Comme il avait déclaré à plusieurs reprises, avant ce voyage, qu'il n'établirait pas la conscription, ce fut une explosion de colère dans tout le pays. On a affecté de montrer les Canadiens-Français comme seuls opposés à la conscription: c'est tout à fait inexact, et la manœuvre est odieuse. En réalité, les associations ouvrières et celles des producteurs de grain (grain growers) de l'Ouest se sont fortement prononcées contre elle. Des officiers avouent qu'indépendamment des Canadiens-Français, même en faisant voter les soldats, la conscription serait repoussée par la majorité des Anglo-Canadiens. Le gouvernement le comprit si bien qu'il fit tout pour éviter de soumettre cette mesure à un plébiscite.

Il y avait alors, au Canada, diverses opinions relatives à la conscription. Les imperialistes, qui se recrutent surtout dans le parti conservateur, prenaient pour mot d'ordre cette parole d'un ministre du cabinet Borden, M. Meighen:—"Jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou". D'autres, surtout dans le parti libéral, ne voulaient la conscription que si un vote populaire l'approuvait. Telle était M. Laurier, chef du parti libéral, premier ministre du Canada de 1896 à 1911. Il entend secourir les Alliés jusqu'au bout, mais en tenant compte des ressources et des besoins du Canada, et en consultant l'Angleterre et la France pour savoir en quoi on peut leur être le plus utile. Surtout il veut faire rendre gorge aux exploités qui font des profits scandaleux sur les commandes de guerre et qui sont les plus bruyants partisans du gouvernement. "Le Canada d'abord", ce mot résume la politique de M. Laurier. D'autres demandaient que la loi de conscription fut soumise à un référendum, parce qu'ils n'en voulaient pas et qu'ils s'opposent à toute nouvelle contribution en hommes ou en argent.—"Pas un homme, pas un sou de plus"-. Ils ne veulent aider les Alliés qu'en se servant de ce moyen pour prévenir la banqueroute qui menace le pays. C'est le cas de M. Bourassa et des nationalistes.

La banqueroute dont ils parlent n'est pas un fantôme imaginaire. Les capitaux sont d'une urgente nécessité pour développer les ressources du pays. Avant la guerre, l'argent anglais affluait; depuis 1914, le Canada emprunte à l'étranger. L'Angleterre lui prêta d'abord à 5½ pour 100 pour lui permettre d'aller la sauver. Les États-Unis prêteront ensuite; puis il y eut deux emprunts à l'intérieur du pays. Aujourd'hui on est à sec et beaucoup d'exploitations sont en souffrance. Deux chemins de fer transcontinentaux, le "Grand Tronc Pacifique" et le "Canadien Nord", menacent de faire banqueroute, si bien que le gouvernement vient d'assumer la dette de l'un (600 000 000) de francs) et d'avancer à l'autre 30 000 000 de francs pour lui permettre de finir l'année. Les États-Unis

3

qui connaissent la situation, n'ont pas voulu prêter, comme aux autres Alliés, à 3½ pour 100, sur leur LIBERTY FUND. Tout ce qu'ils ont fait, ce fut de permettre à des particuliers de prêter au gouvernement canadien 500 000 000 de francs à 6 pour 100 pour un an. De plus, l'Angleterre restreint ses commandes de munitions, et des usines ferment leurs portes. La production des vivres diminuant et les exportations augmentant, la vie devient extrêmement chère. Les sacrifices faits jusqu'ici par le Canada seraient, proportionnellement, équivalents à sept fois ceux de l'Angleterre à déjà faits.

C'est dans cette situation qu'il fallait faire voter la loi de conscription. Voici comment on procéda. Journaux et députés clamèrent que voter pour la conscription était faire acte de civisme, et que voter contre était d'agir en sujet déloyal. On répéta partout, au Canada, aux États-Unis et en Angleterre, que seuls les Canadiens-Français étaient opposés à la conscription et qu'ils étaient DÉLOYAUX, rebelles, sur le point de prendre les armes contre les Anglais! Pour le prouver, on étouffa toute manifestation d'opinion anglaise contraire à la conscription et l'on recueillit soigneusement toute expression d'opinion française qui paraissait "déloyale". C'est ainsi que le TIMES reproduisit la prose de certains journalistes de petite ville qui n'avaient jamais revu pareille considération. Des exaltés furent donnés comme représentant l'opinion canadienne-française. Le résultat fut que les Anglo-Canadiens ne tinrent pas du tout à partager l'impopularité des Canadiens-Français et que M. Laurier vit son parti se désagréger. Une dizaine de députés anglais lui restèrent fidèles; les autres passèrent du côté du gouvernement et la loi de conscription fut votée vers le 10 juillet.

Il restait cependant un point sombre. La chambre doit se renouveler cette année. C'est même l'an dernier que les élections devaient avoir lieu; mais, d'accord avec le parti libéral, le parti conservateur obtint du gouvernement de Westminster une prorogation d'un an. Cette année, il désirait obtenir une prorogation qui s'étendrait jusqu'à la fin de la guerre, offrant au libéraux de former avec eux un gouvernement de coalition. M. Laurier s'y opposa, disant que la députation ne représente plus suffisamment l'opinion du pays. M. Borden espérait obtenir, en faveur de la prorogation, tous les votes qu'il avait eus en faveur de la conscription. Il aurait alors formé un cabinet CONSCRIPTIONNISTE. Son espoir fut déçu. M. Laurier réussit à rallier son parti et à rendre les élections inévitables.

Depuis le 20 juillet, l'opinion canadienne revient de plus en plus sympathique vers M. Laurier. Les députés libéraux de l'Ouest, qui l'avaient abandonné pour voter ~~pour~~ la conscription, ont déclaré à la convention de Winnipeg, le 8 août, qu'ils se rattachaient à lui, qu'on avait fait voter la conscription en se servant de moyens injurieux pour le parti libéral, qu'ils s'en remettent à M. Laurier pour choisir la manière d'aider les Alliés, que personne n'est, autant que lui, capable de gouverner le Canada dans les circonstances présentes. La conscription ne leur paraît même pas absolument nécessaire. De son côté, M. Borden, le premier ministre, a été incapable de détacher un nombre suffisant de libéraux pour former un parti de coalition.

La loi de conscription ayant été adoptée par le Sénat et sanction-

nee par le gouverneur du Canada a la fin d'août, M. Laurier a declare qu'il s'y soumettrait et qu'il se preterait a son application jusqu'apres les elections. Les mesures de repressions edictees d'avance contre les Canadiens-Français, qui, disait-on, devaient se revolter, ont ete inutiles jusqu'ici. Des chefs ouvriers de l'internationale americaine, qui comptaient sur les Canadiens-Français pour provoquer une greve generale, n'ont trouve chez eux que de l'indifference. M. Bourassa preche le calme et la patience, tous se soumettent pour le moment, attendant les elections.

Qu'apporteront-elles? Tres probablement un changement de ministere. M. Laurier y appliquera sa politique, accentuant l'autonomie du Canada, aidant les Allies autant qu'il pourra le faire raisonnablement. Mais il est a prévoir que ce qu'on a appele l'imperialisme anglais y recevra un coup. Ceci peut expliquer certains procedes de lutte auxquels on a eu recours et des mouvements d'humeur dont il est facile de saisir la trace dans les journaux de la metropole.

En ce qui concerne M. Bourassa, quelque opposition qu'on lui fasse, ses sentiments d'estime et d'admiration pour l'Angleterre sont connus de tous les Canadiens. Quant a la sympathie germanophile qu'on lui a pretee en France, l'accusation est si absurde que les Anglo-Canadiens les plus acharnes contre lui ne l'ont jamais formulee. Tous rendent egalement hommage a son courage et a son desinterressement. Son nationalisme contient, en dehors des relations du Canada avec l'Angleterre, plusieurs articles dont voici les principaux: egalite des races *Angl*aise et française, tolerance sympathique pour les diverses confessions religieuses, epuration des moeurs politiques, adhesion a l'Angleterre plutot qu'aux Etats-Unis, developpement des relations commerciales et intellectuelles avec la France, progres dans l'education (laquelle doit etre essentiellement confessionnelle), colonisation methodique par des emigrants facilement assimilables par le groupe français ou anglais, etc.

Les seditions que la presse anglaise redoute, ou feint de redouter, de la part des Canadiens-Français ne me semblent pas dangereuses. Les chefs n'y songent pas, et ils maitriseront la masse. On reste attache a l'Angleterre, mais on ne veut pas lui sacrifier le Canada. On a dit que ce manque de generosite vient d'un regionalisme trop etroit, de ce que les Canadiens-Français ne savent pas s'interresser aux choses de l'Europe. Ils repondent que la presse canadienne-française fait incomparablement plus de place aux affaires d'Europe que la presse canadienne-anglaise, mais que, pour eux, l'Europe n'est pas seulement l'Angleterre, et le monde ce ne sont pas seulement les pays de langue anglaise.

Quelques-uns n'assignent aux divergences de vues des Canadiens d'autre cause que la diversite de race: il y a cela, mais il y a plus. C'est que les Canadiens-Français ne sont que canadiens, tandis que la majorite des Anglo-Canadiens sont d'abord, et meme uniquement, anglais. Les sentiments des premiers sont plus facilement compris des Canadiens de vieille famille, en particulier de ceux qui habitent les provinces maritimes, situees aux bords de l'Atlantique. C'est surtout parmi eux qu'ils trouvent des alliances precieuses. Sans doute, ils ont des adversaires meme parmi d'anciens Canadiens; mais qui serait au courant des distributions d'honneurs, de titres, de decorations, et autres encouragements prodigues par l'Angleterre depuis quelques annees ne serait pas loin de percer le mystere de certaines anomalies.

Les rudes epreuves que les Canadiens-Français subissent

5
actuellement leur seront utiles. Elles les auront muris en leur apprenant à réfléchir sur leur propre situation et à faire quelques sacrifices pour la communauté. En outre ils sentent le besoin d'envoyer au parlement une bonne députation. Ce ne sont pas des politiciens d'occasion qui peuvent les tirer d'embarras et faire cesser les amertumes qui divisent actuellement le pays. M. Bourassa qui, depuis quelques années avait renoncé à son mandat de député pour s'occuper uniquement de son journal, "Le Devoir", siègera très probablement de nouveau à la Chambre avec plusieurs de ses amis. Ils y poseront clairement les termes de la seule entente possible, entre les deux races: droits égaux et tolérance mutuelle, sans arrière-pensée d'oppression ou de domination. Cela pourrait être l'ouverture d'une ère nouvelle ou tous se résigneront à former une nation bilingue mais unie.

On parle beaucoup d'agitation probable durant les élections. Je crois plutôt qu'elles seront relativement calmes. Dans la province de Québec, la plupart des députés anti-conscriptionnistes seront élus sans opposition; dans les autres provinces, la question se débattant entre Anglais, les désordres ne seront pas graves. Seuls quelques comtes de frontière pourraient être témoins d'une lutte un peu vive, mais, autant qu'on le puisse prévoir, sans désordres sérieux.

Telle m'apparaît la situation intérieure du Canada. Si, comme il est, pour le moment, à presumer, les élections ramènent au pouvoir Sir Wilfrid Laurier, on ne saurait douter ni de ses sympathies, ni de son désir de les faire concorder avec les possibilités de son pays et avec les exigences d'une situation internationale qui intéressait déjà le Canada, mais qui l'intéresse encore bien plus depuis l'entrée des États-Unis dans la lice.

5 octobre 1917.

Interim.

N.B. Prier adresser cette lettre à
M. Edmond Trogan
Directeur du "Correspondant"
31, rue Saint-Guillaume
Paris, V^e -